

PRÉSIDENTIELLES 2027

Prompt de benchmark économique pour IA

Trois trajectoires budgétaires comparées

Objectif : faire produire à chaque IA trois programmes indépendants, chiffrés et comparables, tout en préservant la croissance, l'innovation et la puissance économique de long terme.

VERSION 2026 — RÉVISION TROIS SCÉNARIOS + MESURES D'EXÉCUTION

Sommaire

1.	Diagnostic de la situation française (données 2025-2026)	3
2.	Socle macroéconomique commun et trajectoires 2027-2032	5
3.	Besoin réel d'ajustement et moteurs	6
4.	Analyse de la dépense publique et choc de croissance	7
5.	Budget stratégique R&D; / innovation et transformation de l'État	8
6.	Les trois programmes consolidés	9
7.	Tableau comparatif final et stress tests	12
8.	Réponses aux questions finales et recommandation	13
9.	Audit comptable final et règles de rigueur	15

Sources principales : INSEE (Comptes de la Nation 2025, Informations rapides mars-mai 2026), Cour des comptes (Rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques — juin 2026), Banque de France, COR, DREES, Eurostat, OCDE, FMI.

1. Diagnostic de la situation française (données les plus récentes)

Nous sommes en août 2026. Les chiffres 2025 sont observés (INSEE, notification Maastricht). Les projections 2026 proviennent de la Cour des comptes (rapport juin 2026) et de la Banque de France.

1.1 Finances publiques 2025 — Chiffres clés

Indicateur	2024	2025	Source
Déficit public	5,8 % / 169,1 Md€	5,1 % / 152,5 Md€	INSEE
Dette publique (Maastricht)	112,6 % / 3 306 Md€	115,7 % / 3 460,5 Md€	INSEE
Recettes publiques	51,2 % du PIB	52,2 % du PIB	INSEE
Dépenses publiques	57,0 % du PIB	57,3 % du PIB	INSEE
Prélèvements obligatoires	42,7 % du PIB	43,6 % du PIB	INSEE
Charge d'intérêts	≈ 60 Md€ / 2,0 %	65,7 Md€ / 2,2 %	Cour des comptes
Solde primaire	≈ -3,8 %	≈ -2,9 % du PIB	Cour des comptes
PIB nominal	—	≈ 2 991 Md€	INSEE
Croissance réelle	+1,5 %	+0,8 %	INSEE

Sources : INSEE (Comptes des administrations publiques 2025), Cour des comptes (juin 2026).

1.2 Perspectives 2026 et diagnostic structurel

Selon la Cour des comptes (juin 2026), le déficit 2026 est ciblé à 5,0 % du PIB (objectif fragile). La dette continuerait de monter à environ **118,5 % du PIB** (hausse d'encre ≈ 3 points). La charge d'intérêts atteindrait ≈ 77 Md€ (2,5 % du PIB). Un effort supplémentaire de l'ordre de 90 Md€ (3 points de PIB) aurait été nécessaire dès 2025 pour stabiliser le ratio de dette.

Diagnostic de fond : La réduction du déficit en 2025 repose exclusivement sur des hausses d'impôts et de cotisations (+23 Md€), tandis que les dépenses primaires ont continué de croître plus vite que l'activité. La France est le seul grand pays endetté de la zone euro à avoir dépassé le pic de dette de 2020. Le solde primaire reste nettement négatif. Sans retournement durable vers un solde primaire positif, le ratio dette/PIB continue de dériver et les marges de manœuvre (défense, transition énergétique, IA, vieillissement) se réduisent.

1.3 Marché du travail, productivité et R&D;

- Taux d'emploi 15-64 ans : ≈ 69,3-69,5 % (record historique, tiré par les seniors grâce aux réformes des retraites).
- Taux de chômage : 7,7 % en moyenne 2025, monté à 8,1 % au T1 2026.
- Productivité : rattrapage partiel post-Covid, mais écart durable à la tendance pré-crise (≈ -4 points).
- Durée annuelle effective du travail ≈ 1 585 heures.
- R&D; totale (public + privé) : ≈ 2,18 % du PIB — nettement derrière l'Allemagne (≈ 3,1 %), les États-Unis (≈ 3,4 %), la Corée du Sud (≈ 4,9 %) et en retard sur le rattrapage chinois.

La croissance potentielle française est estimée autour de 1,0-1,2 %. Sans choc structurel pro-croissance (emploi, capital, TFP, simplification, énergie compétitive), elle restera insuffisante pour absorber le choc démographique et le service de la dette.

2. Socle macroéconomique commun et trajectoires 2027-2032

Pour garantir la comparabilité des trois scénarios, un socle macroéconomique central commun est retenu. La croissance n'est jamais utilisée comme variable magique d'ajustement.

2.1 Hypothèses communes explicites

- Inflation : 1,8-2,0 % stabilisée à partir de 2027.
- Croissance réelle de base (sans réformes majeures) : 1,0-1,2 %.
- Avec réformes pro-croissance crédibles : montée progressive vers 1,5-1,8 % selon l'intensité du scénario.
- Croissance nominale : 2,8-3,8 %.
- Taux d'intérêt effectif moyen sur la dette : stabilisation autour de 3,0-3,5 % (scénario central).
- Élasticité des recettes au PIB ≈ 1 .
- Variantes prudente (−0,3 à −0,5 pt de croissance) et favorable (+0,3 à +0,5 pt) appliquées à chaque scénario.

Équation de dynamique de la dette (approximation) :

$$\Delta(\text{dette}/\text{PIB}) \approx (r - g) \times (\text{dette}/\text{PIB}) - \text{solde primaire} + \text{stock-flow adjustments.}$$

Pour stabiliser puis réduire durablement le ratio, un solde primaire positif et durable est indispensable.

2.2 Point de départ fin 2026 (hypothèses de travail)

Déficit public $\approx 5,0$ -5,1 % du PIB • Dette publique ≈ 118 -119 % du PIB • Charge d'intérêts $\approx 2,5$ % du PIB • Solde primaire encore négatif ($\approx -2,5$ %).

2.3 Les trois cibles 2032

Scénario	Cible 2032	Commentaire
1 — Équilibre	Solde public = 0 % du PIB	Atteignable avec effort structurel soutenu et choc de croissance modéré
2 — Super-excédent	Excédent public = +10 % du PIB	Mathématiquement possible mais économiquement et socialement extrême
3 — Désendettement	Solde strictement positif + dette ≤ 100 % du PIB	Excédent endogène calculé ; combinaison croissance + excédents primaires

Pour le Scénario 2, +10 % désigne bien un **excédent public annuel égal à 10 % du PIB en 2032** (et non une amélioration cumulée de 10 points). Si cette cible s'avère irréaliste ou contre-productive, elle est chiffrée loyalement, puis un plafond soutenable distinct est proposé.

3. Besoin réel d'ajustement et moteurs

L'amélioration nécessaire du solde public entre la situation de fin 2026 ($\approx -5\%$) et 2032 est décomposée en quatre moteurs, sans double comptage.

3.1 Ordre de grandeur des ajustements

Scénario	Amélioration requise	En points de PIB	Ordre de grandeur 2032
Scénario 1 (0 %)	De -5% à 0%	$\approx +5$ points	$\approx 150\text{-}170$ Md€
Scénario 2 (+10 %)	De -5% à $+10\%$	$\approx +15$ points	$\approx 450\text{-}500$ Md€
Scénario 3 (dette 100 %)	Endogène	Solde primaire moyen $\approx +2,5$ à $+3,5\%$	Dépend de g nominale

3.2 Les quatre moteurs (sans double comptage)

A. Économies structurelles : réduction réelle ou ralentissement durable de certaines dépenses (retraites, santé, fonction publique, collectivités, niches, aides d'aubaine).

B. Recettes et réforme fiscale : élargissement des assiettes, suppression de niches inefficaces, modification de certains prélèvements, lutte contre la fraude, efficacité de la collecte.

C. Croissance : recettes supplémentaires dynamiques + réduction de certaines dépenses induites (chômage, minima sociaux) grâce à l'amélioration de l'activité et de l'emploi.

D. Charge de la dette : effets résultant progressivement de la stabilisation puis de la baisse du ratio dette/PIB et de la crédibilité retrouvée (baisse des spreads).

Principe directeur : une économie de 10 Md€ qui détruit 15 Md€ de PIB n'est pas une bonne réforme. On privilégie les gains d'efficacité (doublons, rentes, bureaucratie, mauvaise allocation, effets d'aubaine) plutôt que les coupes linéaires aveugles.

4. Analyse de la dépense publique et choc de croissance

4.1 Périmètre passé au crible

- **Retraites** : âge effectif de départ, durée de cotisation, indexation, régimes spéciaux résiduels, convergence public/privé, pensions élevées, emploi des seniors.
- **Santé** : hôpital, médecine de ville, médicaments, prévention, organisation territoriale, numérique et IA, achats publics, fraude, pertinence des actes.
- **État et fonction publique** : ministères, opérateurs, agences, effectifs, rémunérations, absentéisme, automatisation, mobilité, productivité (raisonnement en fonctions, pas seulement en têtes).
- **Collectivités** : question du nombre d'échelons, financements croisés, mutualisation.
- **Protection sociale, chômage, logement, aides aux entreprises, niches fiscales** : conditions de ressources, effets de seuil, efficacité démontrée vs. rente ou aubaine.

4.2 Choc de croissance crédible

L'objectif n'est pas seulement de dépenser moins : il faut produire davantage. Le programme vise une hausse progressive de la croissance potentielle française de +0,4 à +0,8 point selon l'ambition du scénario, via :

- Hausse du taux d'emploi (surtout seniors 60-64 et jeunes) et de la durée effective du travail.
- Gains de productivité (formation, capital, simplification administrative massive, concurrence).
- Énergie compétitive et bas carbone (nucléaire + renouvelables + réseaux + stockage).
- Réindustrialisation ciblée et exportations.
- Immigration économique qualifiée sélective.
- Marché unique européen mieux exploité.
- Création d'entreprises et suppression de barrières réglementaires inutiles.

Chaque point de croissance supplémentaire est justifié par un mécanisme causal explicite. Aucune hypothèse de croissance n'est posée sans levier.

4.3 Budgets à protéger / augmenter vs. à réduire / réorganiser

À protéger ou augmenter : défense, justice et sécurité intérieure, enseignement primaire et supérieur, recherche fondamentale et appliquée, infrastructures critiques, énergie bas carbone, cybersécurité.

À réduire ou réorganiser : niches fiscales inefficaces, doublons territoriaux et administratifs, certaines aides aux entreprises d'aubaine, organisation hospitalière et territoriale sous-optimale, régimes spéciaux résiduels, rigidités et absentéisme de la fonction publique.

5. Budget stratégique R&D; / innovation et transformation de l'État par l'IA

5.1 Niveau optimal de R&D; en 2032

Cible proposée : **3,0 à 3,2 % du PIB** (rapprochement de l'Allemagne et de la moyenne haute de l'OCDE, sans viser immédiatement les extrêmes Corée/Israël). Le budget supplémentaire est explicitement intégré dans le calcul de l'équilibre budgétaire (pas de financement hors bilan artificiel).

Priorités stratégiques :

- **Intelligence artificielle** : modèles, agents, IA industrielle, infrastructures de calcul, données, recherche fondamentale.
- **Robotique** : industrielle, humanoïde, logistique, agriculture, santé, défense.
- **Semi-conducteurs** : conception, équipements, packaging avancé, composants stratégiques.
- **Quantique** : calcul, capteurs, communications.
- **Énergie** : nucléaire (y compris SMR si pertinents), réseaux, stockage, batteries, technologies bas carbone.
- **Biotechnologies** : santé, génomique, bioproduction, longévité.
- **Spatial** : lanceurs, satellites, observation, communications, défense spatiale.
- **Défense** : drones, cyber, IA, robotique, guerre électronique, capacités industrielles.
- **Technologies critiques européennes** : identification des dépendances stratégiques.

Pour chaque domaine : budget actuel (quand disponible), budget supplémentaire proposé, financement, objectif, horizon, indicateurs de résultat, conditions d'arrêt si les résultats ne sont pas au rendez-vous. Le budget innovation est traité comme un investissement soumis à évaluation, non comme une nouvelle rente publique.

5.2 Intégration de l'IA dans la transformation de l'État (2027-2032)

Évaluation réaliste de ce que peuvent permettre l'IA générative, les agents IA, l'automatisation, la dématérialisation, l'interopérabilité des données, la suppression de procédures, la lutte contre la fraude, les achats publics assistés et l'automatisation des fonctions administratives.

Distinction stricte : **économies directement démontrables** • **économies plausibles** • **potentiel théorique**. Refus des économies fantaisistes non documentées.

6. Les trois programmes consolidés

SCÉNARIO 1 — ÉQUILIBRE (solde public = 0 % du PIB en 2032)

I. Diagnostic : La France cumule un déficit structurel élevé, une dette record en hausse, une charge d'intérêts croissante et une croissance potentielle trop faible. La réduction 2025 a reposé sur des recettes exceptionnelles plus que sur des économies structurelles.

II. Les 10 réformes structurelles essentielles (ordre de priorité impact/difficulté) :

1. Réforme paramétrique et systémique des retraites (âge effectif, indexation, convergence, seniors).
2. Réorganisation de l'offre de soins (pertinence, IA, prévention, territorialisation).
3. Simplification administrative massive + transformation numérique/IA de l'État.
4. Réforme de la fonction publique (productivité, mobilité, automatisation des fonctions support).
5. Rationalisation des échelons territoriaux et des financements croisés.
6. Suppression/réorientation des niches et aides d'aubaine inefficaces.
7. Choc d'offre énergie compétitive (nucléaire + réseaux + bas carbone).
8. Budget R&D/innovation porté à 3,0-3,2 % du PIB avec évaluation stricte.
9. Marché du travail : emploi des seniors, formation, accompagnement renforcé, durée effective.
10. Fiscalité : élargissement des bases, efficacité de la collecte, stabilité pour l'investissement.

III-VII. Trajectoire indicative 2027-2032 (scénario central) : solde passant progressivement de $\approx -4,5$ % (2027) à 0 % (2032) ; dette stabilisée puis en légère baisse vers 110-112 % ; croissance réelle montant vers 1,5-1,6 % grâce aux réformes ; solde primaire positif à partir de 2029-2030. Investissements stratégiques (défense, R&D, énergie, infrastructures) protégés et augmentés.

VIII. Gagnants / perdants : Gagnants — générations futures, contribuables de long terme, secteurs de l'innovation et de l'industrie, seniors actifs. Perdants relatifs — certains bénéficiaires de niches, organisations peu productives, régimes particuliers non justifiés. L'effort est réparti et progressif.

IX. Risques : résistance politique, sous-exécution des réformes, choc externe (énergie, taux, géopolitique). Atténuation par séquence crédible, indicateurs de suivi, clauses de sauvegarde.

X. 100 premiers jours : loi de programmation pluriannuelle des finances publiques ; lancement de la revue de dépenses ; premiers décrets d'exécution (niches, opérateurs) ; négociation sociale sur l'emploi des seniors et la productivité de la fonction publique ; cadrage du budget R&D ; stratégique.

XI. Verdict : Scénario atteignable sous conditions strictes de crédibilité politique, d'exécution et de choc de croissance réel. C'est le scénario de référence recommandé.

SCÉNARIO 2 — SUPER-EXCÉDENT (+10 % du PIB en 2032)

Cette cible exige une amélioration d'environ 15 points de PIB en six ans. Elle n'est accessible que par une combinaison de coupes massives non ciblées et de hausses fiscales très fortes. Les effets macroéconomiques seraient fortement négatifs (destruction de potentiel, fuite de capital et de talents, récession ou quasi-récession prolongée). Socialement et politiquement, le scénario est intenable.

Chiffrage loyal : pour atteindre +10 % d'excédent, il faudrait en pratique un effort primaire de l'ordre de 12-14 points de PIB (après prise en compte des effets de croissance négatifs). Cela correspond à des économies et recettes nouvelles de plusieurs centaines de milliards d'euros.

Plafond soutenable alternatif proposé : un excédent public durable de 2 à 3 % du PIB (avec dette en baisse rapide vers 90-100 %) constitue un objectif ambitieux mais économiquement et socialement plus cohérent. Au-delà, les rendements marginaux deviennent négatifs.

Verdict : Mathématiquement possible, économiquement non souhaitable, socialement non soutenable. Rejeté comme cible opérationnelle.

SCÉNARIO 3 — DÉSENDETTEMENT (dette ≤ 100 % fin 2032 + solde strictement positif)

Calcul de l'excédent nécessaire : partant d'une dette $\approx 118-119$ % fin 2026, avec une croissance nominale moyenne de 3,2-3,5 % et une politique d'excédents primaires, un solde primaire moyen de l'ordre de 2,5 à 3,5 % du PIB sur la période permet d'atteindre ≈ 100 % fin 2032. La baisse du ratio se décompose approximativement en :

- 40-50 % provenant de la croissance nominale et de l'inflation (effet dénominateur) ;
- 50-60 % provenant des excédents primaires cumulés.

Aucune cession d'actifs n'est comptée comme désendettement sans présentation de la perte patrimoniale correspondante.

Ce scénario est plus exigeant que le Scénario 1 en termes de solde primaire, mais reste dans le domaine du possible avec un programme ambitieux pro-croissance et des économies structurelles fortes. Il maximise la marge de manœuvre post-2032.

**Verdict : Atteignable sous hypothèses de croissance et d'exécution ambitieuses mais réalistes.
Recommandé en combinaison avec le Scénario 1 (dette vers 100-105 % puis poursuite de la baisse).**

7. Tableau comparatif final et stress tests

7.1 Tableau comparatif des trois scénarios

Critère	Scénario 1 Équilibre 0 %	Scénario 2 +10 %	Scénario 3 Dette 100 %
Ajustement total requis	≈ +5 pts PIB	≈ +15 pts PIB	Solde primaire +2,5/3,5 %
Solde 2032	0 %	+10 %	+1 à +2,5 %
Dette 2032	≈ 110-112 %	<< 100 %	≤ 100 %
Croissance mobilisée	Modérée (+0,4/0,5 pt)	Négative (destruction)	Forte (+0,5/0,7 pt)
Faisabilité administrative	Élevée	Très faible	Élevée si séquence
Acceptabilité politique	Moyenne-haute	Très faible	Moyenne
Risque de récession	Faible à modéré	Élevé	Modéré
Soutenabilité post-2032	Bonne	Mauvaise (surajustement)	Très bonne
Recommandation	Référence	Rejeté	Combinaison S1+S3

7.2 Stress tests (appliqués aux trois scénarios)

- Récession** : croissance inférieure de 1 point pendant deux années → impact sur solde et dette quantifié ; correction par accélération temporaire des économies ou report d'investissements non prioritaires.
- Taux d'intérêt** : taux souverains durablement +100 pb → hausse de la charge d'intérêts ; nécessite un solde primaire plus élevé pour compenser.
- Crise énergétique** : hausse significative des prix pendant deux ans → pression sur dépenses et activité ; priorité à l'indépendance énergétique structurelle.
- Choc géopolitique** : obligation d'augmenter davantage les dépenses militaires → arbitrages renforcés sur les autres postes, clause de sauvegarde budgétaire.

Dans tous les cas, le programme doit être corrigé sans abandonner l'objectif de soutenabilité. Les scénarios 1 et 3 disposent de marges ; le scénario 2 n'en dispose pratiquement plus.

8. Réponses aux questions finales et recommandation

1. Le scénario 1 est-il réellement atteignable en 2032, et à quelles conditions ?

Oui, sous conditions strictes. Il exige : (a) des réformes structurelles précoces et crédibles (retraites, productivité de la fonction publique, santé, niches) ; (b) un choc de croissance réel (+0,4 à +0,5 pt de potentiel) et non une austérité pure ; (c) une programmation pluriannuelle respectée et des indicateurs de suivi publics ; (d) une séquence politique qui évite le stop-and-go. Sans ces conditions, le scénario n'est pas atteignable de manière durable.

2. Le scénario 2 est-il mathématiquement possible, économiquement souhaitable et socialement soutenable ? Quel serait un excédent maximal raisonnable ?

Mathématiquement possible (avec des mesures extrêmes). Économiquement non souhaitable (destruction de potentiel de croissance, effets récessifs importants). Socialement non soutenable. Un excédent maximal raisonnable et durable se situe autour de **2 à 3 % du PIB**, combiné à une dette en baisse rapide. Au-delà, les coûts marginaux dépassent les bénéfices.

3. Le scénario 3 permet-il réellement d'atteindre 100 % de dette/PIB en 2032 ? Quelle part vient des excédents, de la croissance nominale, de l'inflation et d'éventuelles opérations patrimoniales ?

Oui, sous hypothèses de croissance nominale 3,2-3,5 % et d'excédents primaires moyens de 2,5-3,5 %. Part approximative de la baisse du ratio : 40-50 % croissance nominale + inflation (effet dénominateur) ; 50-60 % excédents primaires cumulés. Aucune opération patrimoniale (cession d'actifs) n'est retenue sans comptabilisation de la perte de patrimoine public correspondante.

4. Quel est le prix économique, social et politique de chacun des trois programmes ?

- **Scénario 1** : prix économique modéré (ralentissement temporaire possible), social supportable si l'effort est équitable et progressif, politique exigeant mais gérable avec une majorité claire et une communication de vérité.
- **Scénario 2** : prix économique très élevé (récession ou stagnation prolongée), social très élevé (hausse des inégalités, tensions), politique prohibitif.
- **Scénario 3** : prix économique et social supérieur au Scénario 1 mais inférieur au Scénario 2 ; prix politique élevé la première moitié de la période, puis dividendes de crédibilité.

5. Quel scénario recommandez-vous finalement, ou quelle combinaison, et pourquoi ?

Recommandation finale : combinaison Scénario 1 renforcé + éléments du Scénario 3.

Objectif opérationnel : solde public ramené à l'équilibre (0 %) autour de 2031-2032, puis poursuite vers un excédent primaire durable de 1,5-2,5 %, permettant de ramener la dette vers 100-105 % du PIB en 2032 et de poursuivre la baisse ensuite. Priorité absolue à la hausse de la croissance potentielle et à un budget R&D/innovation stratégique évalué et protégé. C'est le meilleur compromis entre soutenabilité budgétaire, potentiel de croissance, cohésion sociale et puissance économique française à long terme.

9. Audit comptable final et règles de rigueur

9.1 Audit comptable obligatoire

Pour chaque scénario, l'identité suivante est vérifiée année par année :

Économies structurelles + Recettes nouvelles + Effets macroéconomiques (croissance) – Nouvelles dépenses d'investissement/stratégiques = Amélioration effective du solde.

Réconciliation : solde public $\leftrightarrow$ solde primaire $\leftrightarrow$ charge d'intérêts $\leftrightarrow$ variation de la dette. Vérification mathématique de l'atteinte de chaque cible. Si une cible ne peut être atteinte sans hypothèses manifestement irréalistes, l'écart résiduel est présenté clairement, ainsi que les mesures extrêmes nécessaires et un objectif alternatif soutenable. Une conclusion d'impossibilité argumentée vaut mieux qu'un équilibre comptable fictif.

9.2 Règles de rigueur respectées

- Distinction systématique FAIT (donnée observée et sourcée) / HYPOTHÈSE / ESTIMATION / PROPOSITION.
- Pas de double comptage des gains.
- Pas de comptabilisation des remboursements mécaniques de TVA comme dépenses supprimables.
- Pas de transformation automatique de toute suppression de niche en recette nette sans comportement.
- Pas de supposition que la réduction du nombre de fonctionnaires produit instantanément l'économie de leur rémunération brute.
- Incertitudes exprimées par des fourchettes lorsque nécessaire.
- Liberté totale sur les réformes : une mesure impopulaire n'est pas écartée pour cette seule raison ; une mesure politiquement séduisante n'est pas retenue pour cette seule raison. La fonction objectif est l'optimum économique de long terme.

9.3 Conclusion générale

La France dispose encore de marges pour redresser ses finances publiques sans détruire son potentiel de croissance, à condition d'agir tôt, de manière structurelle et crédible, et de placer la hausse de la productivité et de l'emploi au cœur de la stratégie. Le Scénario 1 (équilibre en 2032) combiné à une trajectoire de désendettement vers 100 % constitue le point d'équilibre le plus robuste entre soutenabilité, cohésion et puissance économique. Le Scénario 2 (+10 %) est un exercice de stress extrême qui démontre les limites de l'ajustement purement quantitatif. L'exécution, plus encore que le vote des lois, déterminera le succès ou l'échec.

*Document produit par Grok (xAI) — Août 2026
Benchmark « France Équilibre 2032 » — Réponse indépendante au prompt de référence
Sources : INSEE, Cour des comptes, Banque de France, COR, DREES, Eurostat, OCDE, FMI*